

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC de PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Mission de coordination de la sécurité et de protection de la santé
en phase conception et réalisation pour l'opération de catégorie 2,
dans le cadre du programme de modernisation des écluses de
l'Yonne navigable (77 / 89)
Itinéraire Yonne 1**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
1 chemin Jacques de Baerze
CS 36229
21062 DIJON Cedex**

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
1 CONTEXTE - OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1 Contexte général du projet.....	3
1.2 Objet du marché	3
1.2.1 Présentation de l'opération.....	4
1.2.2 Mise en place d'un système de gestion électronique des documents.....	5
1.2.3 Décomposition de la mission en phase conception	6
1.2.3.1 Modalités pratiques de coopération	6
1.2.3.2 Analyses des études	6
1.2.3.3 Registre Journal de Coordination (RJC)	6
1.2.3.4 Interférences avec les activités d'exploitation	7
1.2.3.5 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)	7
1.2.3.6 Accès aux chantiers	7
1.2.3.7 Dossiers de maintenance des lieux de travail.....	7
1.2.3.8 Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).....	8
1.2.3.9 Mesures de sécurité des chantiers	8
1.2.3.10 Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).....	8
1.2.3.11 Avis sur les documents d'étude	8
1.2.3.12 Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).....	8
1.2.3.13 Déclaration préalable	8
1.2.4 Décomposition de la mission en phase de réalisation	9
1.2.4.1 Coordination des activités	9
1.2.4.2 Application des mesures de coordination	9
1.2.4.3 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)	9
1.2.4.4 Registre Journal de la Coordination (RJC)	9
1.2.4.5 Dossier de maintenance des lieux de travail	10
1.2.4.6 Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).....	10
1.2.4.7 Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).....	10
1.2.4.8 Accès aux chantiers	10
1.2.4.9 Interférences avec les activités d'exploitation	10
1.2.4.10 Les visites sur chantier.....	10
1.2.4.11 Avis sur les documents d'exécution des ouvrages	11
2 CONTENU DE LA MISSION ET CONDITIONS D'EXECUTION	11
2.1 Contenu de la mission	11
2.2 Conditions d'exécution.....	13
2.2.1 Intervenants	13
2.2.1.1 Maître d'Ouvrage :.....	13
2.2.1.2 Maître d'œuvre	13
2.2.1.3 Contrôle extérieur	13
2.2.1.4 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier	13
2.2.1.5 Autres intervenants	13
2.2.2 Autorité du coordonnateur SPS.....	14
2.2.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	15
2.2.3.1 Libre accès	15
2.2.3.2 Obligations du maître d'ouvrage	15
2.2.3.3 Dispositions prises par le maître de l'ouvrage	15
2.2.4 Déroulement de la mission.....	Erreur ! Signet non défini.

1 CONTEXTE - OBJET DU MARCHÉ

1.1 Contexte général du projet

Le projet relatif à la réalisation d'un programme de modernisation de l'Yonne navigable s'inscrit dans le cadre de contrat d'objectifs et de performance (COP) signé entre l'état et VNF pour les années 2020 à 2029.

La modernisation de l'établissement est donc un objectif qui concerne l'Yonne navigable. Cela passe par la modernisation des méthodes d'exploitation pour fiabiliser et rendre plus performante la gestion du réseau. Cela bénéficiera à :

- La sécurité des usagers sur le canal et le long des écluses (promeneurs, ...),
- L'amélioration de la sécurité et des conditions de travail du personnel et à la réactivité du service public rendu,
- L'optimisation de la gestion hydraulique.

En termes d'exploitation, la présente mission de coordination SPS a pour objectif d'assister le maître d'ouvrage dans la modernisation des écluses et de mettre en œuvre leur téléconduite sur le réseau à grand gabarit.

Des travaux dits « de régénération » ont été identifiés comme nécessaires. Il s'agit pour l'essentiel de travaux de génie civil et d'infrastructure indispensables pour permettre aux équipements et automates prévus dans le cadre de l'objectif de mise à la cible de fonctionner correctement.

Ces travaux portent principalement sur les maçonneries de l'écluse, la rénovation ou le remplacement des vantaux et passerelles associées, des vannes et organes de manœuvre associés, des armoires énergie et des automatismes associés.

1.2 Objet du marché

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le marché a pour objet la réalisation **d'une mission de coordination de la sécurité et de protection de la santé en phase conception et réalisation, pour deux opérations de catégorie 2** au sens des articles L 4532-1 et R 4532-1 et 4532-2 du Code du Travail.

Le marché concerne :

- Mission CSPS en phase conception
- Mission CSPS en phase réalisation, phase préalable au démarrage du chantier
- Mission CSPS en phase réalisation, exécution du chantier
- Mission CSPS en phase réalisation, finalisation et remise du DIUO en fin de chantier.

Les prestations attendues concernent **l'opération de modernisation des écluses de l'Yonne navigable. Les prestations se limiteront à l'itinéraire Yonne 1 pour la partie de suivi de travaux.**

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

Le maître d'œuvre de cette opération est CNR.

Un AMO pour contrôle extérieur (technique) sera prochainement mandaté.

Les lieux d'exécution des prestations :

Les prestations seront effectuées dans les départements de Seine et Marne et de l'Yonne, le long de la rivière Yonne entre l'écluse 29 Cannes-Ecluse à Marolles sur Seine (77) et l'écluse 18 - Etigny située à Etigny (89).

Ouvrages				
N°	Nom de l'ouvrage	Coordonnées GPS		Nom de la commune
		Latitude	Longitude	
18	Écluse n°18 d'Etigny	48.12780	3.287365	ETIGNY
19	Écluse n°19 de Rosoy	48.15904	3.297144	SENS
20	Écluse n°20 de Saint-Bond	48.18582	3.264042	PARON
21	Écluse n°21 de Saint-Martin	48.21805	3.265691	SAINT-DENIS
22	Écluse n°22 de Villeperrot	48.25691	3.239288	CUY
23	Écluse n°23 de Champfleury	48.29976	3.210617	MICHERY
24	Porte de garde n°24 de Courlon	48.3340	3.159123	COURLON-SUR-YONNE
25	Écluse n°25 de Vinneuf	48.34288	3.122265	VINNEUF
26	Écluse n°26 de Port-Renard	48.34905	3.104798	VINNEUF
27	Écluse n°27 de Barbey	48.35776	3.061822	VILLENEUVE-LA-GUYARD
28	Écluse n°28 de la Brosse	48.36489	3.013657	MAROLLES-SUR-SEINE
29	Écluse n°29 de Cannes-Ecluse	48.36754	2.980524	MAROLLES-SUR-SEINE

Le prestataire s'engage à mener à bien les prescriptions arrêtées dans le présent CCTP, et dans les délais fixés, conformément aux règles de l'art et de la meilleure manière.

1.2.1 Présentation de l'opération

La phase de conception peut faire l'objet de documents partiels successifs. En effet les travaux de régénération préalables seront traités de façon décorrélés avec les travaux de modernisation. L'ensemble des dispositions du présent marché se rapporte à chaque dossier partiel ou global soumis au Coordonnateur SPS ou établi par lui-même.

La phase de réalisation de cette opération concernera la réalisation des travaux de régénération préalable ainsi que les travaux de modernisation des ouvrages.

Au stade des études préliminaires déjà réalisées, il est prévu de réaliser les travaux décrits dans le programme d'opération. Cependant des avaries peuvent conduire à la refonte du programme de régénération. Le choix des ouvrages impactés devra intervenir en fin de la phase AVP.

Pour l'ensemble des sites, il est à noter que la navigabilité devrait être maintenue durant les travaux, en dehors des périodes de chômage où la navigation est coupée. Les travaux sont actuellement prévus sur 3 périodes de chômage de l'itinéraire Yonne 1 à compter de 2027.

Le planning prévisionnel l'opération est le suivant :

La durée de la phase des études de modernisation est estimée à :

- 7 mois pour la phase AVP de mars à octobre 2025 ;
- 4 mois pour la phase PRO de décembre 2025 à avril 2026 ;

- 2 mois pour la phase DCE de juin à août 2026 ;
- une consultation des entreprises travaux de septembre à octobre 2026 pour un choix des titulaires du marché de travaux en février 2027.

La période de préparation des travaux est estimée à 2 mois à compter de juin 2027.

La durée des travaux est estimée à ce jour à 18 mois. Avec une réalisation des travaux sur les périodes de chômage (3 semaines en janvier ou 6 semaines si chômage allongé) et de navigation de faible trafic.

La durée de la phase des études de régénération préalable est estimée à :

- 7 mois pour la phase AVP de mars à octobre 2025 ;
- 4 mois pour la phase PRO de décembre 2025 à avril 2026 ;
- 3 mois pour la phase DCE de juin à août 2026 ;
- une consultation des entreprises travaux septembre à octobre 2026 pour un choix des titulaires du marché de travaux en février 2027.

La période de préparation des travaux est estimée à 4 mois à compter de juin 2027.

La durée des travaux est estimée à ce jour à 4 mois répartis sur 2 ans. Avec une réalisation des travaux uniquement sur les périodes de chômage (3 semaines en janvier ou 6 semaines si chômage allongé).

Au stade actuel des études, les montants des travaux (valeur juin 2023) sont estimés à :

- Modernisation : 5 900 000€ HT ;
- Régénération préalable : 2 100 000€ HT ;

À ce stade de l'opération, l'allotissement est prévu de la manière suivante :

- Travaux de régénération préalable (génie civil)
- Travaux de modernisation
 - Travaux de génie civil (local technique), hydraulique et contrôle commande
 - Intégrateur / automatisme

1.2.2 Mise en place d'un système de gestion électronique des documents

N° prix BPU : GED

L'ensemble des documents relatifs à la mission conduite par le coordonnateur SPS sont établis informatiquement aux formats standards suivants :

- docx ou xlsx
- PDF
- le cas échéant, dwf
- pour les images bmp, jpg, png

Il est demandé au titulaire de mettre en place **une plateforme sécurisée de gestion électronique des documents (GED)**. Cette plateforme doit permettre aux différents acteurs des opérations a minima :

- De visualiser ;
- De déposer et/ou télécharger ;
- De modifier les différents documents contractuels, informations, diagnostics et résultats des investigations complémentaires, et livrables en lien avec la mission.

Cette plateforme permettra une gestion fine des droits des différents utilisateurs prenants part au projet.

La plateforme devra être accessible pour une cinquantaine de comptes.

La GED devra a minima permettre de distinguer deux types de comptes :

- Des comptes administrateurs restreints avec la possibilité de visualiser, déposer, télécharger et modifier les différentes données administratives et techniques en lien avec la mission ainsi que l'arborescence ;
- Des comptes invités avec la possibilité visualiser, déposer et télécharger les différentes données administratives et techniques en lien avec la mission CSPS.

Le titulaire veillera à déposer sur la GED l'ensemble des livrables, comptes-rendus et documents dans leur version définitive ou actualisée, notamment le registre journal de coordination. Il établira également une arborescence claire et pratique permettant de structurer la GED afin de faciliter la recherche des documents.

Une archive de la plateforme sera remise au maître d'ouvrage à la fin de la phase étude et à la fin du marché. Cette archive reprendra la structure de la GED et contiendra l'ensemble des documents disponibles sur celle-ci.

1.2.3 Décomposition de la mission en phase conception

N° prix BPU : C1 à C7

1.2.3.1 Modalités pratiques de coopération

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Conformément à l'article R.4532-6 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération sur la base de ces propositions, dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au marché concerné.

1.2.3.2 Analyses des études

Le coordonnateur SPS réalisera l'analyse des dossiers AVP, PRO, DCE et toutes pièces ou études réalisées par le maître d'œuvre qui lui seront transmises (*art. R4532-8 du Code du Travail*) suivant les délais indiqués au paragraphe concerné du CCAP.

Le coordonnateur devra donner un avis sur les indices successifs de ces différents dossiers (*AVP version 1, AVP version 2, ...*).

Le coordonnateur participera à une ou plusieurs réunions de conception organisées par le maître d'ouvrage concernant l'avancement des différents éléments de mission du MOE. Il devra notamment participer aux réunions de présentation des livrables du MOE.

Les diagnostics amiante et plomb seront également transmis au CSPS.

Le CSPS pourra demander des investigations complémentaires si cela s'avère nécessaire.

Ces différents éléments sont compris dans les prix correspondants du BPU.

1.2.3.3 Registre Journal de Coordination (RJC)

Conformément aux articles R.4532-11 à 16 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination pour chacun des barrages, dès notification du marché.

Chaque registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur S.P.S. consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le maître d'œuvre tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs. Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence. Le registre pourra être dématérialisé.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Dès l'ouverture du Registre-Journal, le CSPS le transmettra au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre pour visa.

Pour les observations aux autres intervenants, cette transmission sera effectuée sous 24h après constat de l'observation. Le Registre-Journal devra porter le visa de l'intervenant concerné en regard de l'observation.

La trame du Registre-Journal utilisée par le Coordonnateur SPS doit permettre de porter l'ensemble des visas conformément à l'article R4532-38 du Code du travail.

1.2.3.4 Interférences avec les activités d'exploitation

La mission confiée au coordonnateur SPS concerne des travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14° du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune avec le/les chef(s) d'établissement(s) concerné(s) et après concertation avec lui/eux, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation de chaque site. Après accord du maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans la Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Dans les cas présents, les écluses objet de l'opération sont directement concernées par le présent programme de travaux et seront exploitées par les services de VNF en parallèle, hors période de chômage, de l'exécution des travaux. De la coordination sera donc à prévoir entre les entreprises travaux et les exploitants de VNF a minima.

1.2.3.5 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGCSPS relatif à l'opération dès la notification du marché conformément à l'article R4532-12 du code du travail et le met à jour au fur et à mesure de la phase de conception. Son cadre est défini par les articles R.4532-44 à 46 du Code du Travail.

Il tiendra compte des interférences avec les activités d'exploitation sur chaque site intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et si besoin d'organiser en présence du Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, l'inspection des lieux.

Les délais pour la remise du PGCSPS sont présentés dans le CCAP au paragraphe concerné.

1.2.3.6 Accès aux chantiers

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder aux chantiers.

1.2.3.7 Dossiers de maintenance des lieux de travail

Le coordonnateur SPS constitue les dossiers de maintenance tels que définis aux articles R.4211-3 à 5 du Code du Travail.

1.2.3.8 Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 à 98 du Code du Travail.

Le DIUO de chaque ouvrage, élaboré par le coordonnateur SPS, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Il comporte notamment le dossier de maintenance établi par le coordonnateur SPS.

Dans un délai fixé dans le CCAP au paragraphe concerné, le coordonnateur SPS communique le DIUO au maître de l'ouvrage.

1.2.3.9 Mesures de sécurité des chantiers

Le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur les chantiers.

1.2.3.10 Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Sans Objet.

1.2.3.11 Avis sur les documents d'étude

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai fixé au paragraphe concerné du CCAP, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître de l'ouvrage.

1.2.3.12 Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE travaux, en proposant au maître de l'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur chaque chantier et en particulier :

- Notice d'intervention : les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ;
- les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous/traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- le Plan Général de Coordination SPS.

Pour mener à bien sa mission, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître de l'ouvrage sur certains documents de consultation rédigé par le maître d'œuvre.

1.2.3.13 Déclaration préalable

Le coordonnateur établira pour le compte du maître d'ouvrage les modèles de déclaration préalable prévue à l'article L 4532.1 du code du travail. Le maître d'ouvrage les adressera aux organismes concernés.

Le coordonnateur transmettra au maître d'ouvrage les adresses et coordonnées des organismes à solliciter.

1.2.4 Décomposition de la mission en phase de réalisation

N° prix BPU : R1 à R13

1.2.4.1 Coordination des activités

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

À cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise intervenant sur cha site, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS) par les entreprises. Les comptes rendus des inspections communes réalisés avant la remise du PPSPS par l'entreprise (R 4532-13), est mentionné dans le Registre-Journal (Art R. 4532-38). L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

1.2.4.2 Application des mesures de coordination

Le coordonnateur veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies.

1.2.4.3 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS harmonise les PGCSPS et les PPSPS (Art R 4532-48), complète et adapte chaque PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier (Art R 4532-47) et diffuse immédiatement les modifications du PGCSPS aux divers intervenants, en cours de chantier (Art R 4532-47).

Le coordonnateur SPS en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

1.2.4.4 Registre Journal de la Coordination (RJC)

Conformément aux articles R.4532-38 à 41 du code du Travail, le coordonnateur SPS tient à jour le RJC en le complétant par tout nouvel élément qu'il juge pertinent et fait viser les acteurs concernés, notamment après chaque visite de chantier (*obligatoire ou inopinée*).

En cas de manquement grave constaté, il informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de ses observations.

En phase réalisation, sont consignés :

- Les comptes-rendus d'inspection commune,
- Le rapport de réunion de chantier ou de coordination
- Les événements particuliers survenus sur le chantier, tels que les accidents du travail, les contrôles
- Les notifications, observations effectuées, anomalies constatées, qui seront dans la mesure du possible illustrées par des photographies explicites.

1.2.4.5 Dossier de maintenance des lieux de travail

Le coordonnateur SPS complète et adapte le dossier de maintenance tel que défini aux articles R.4211-3 à 5 du Code du Travail. Il intègre dans ce dossier les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs des éléments d'équipement insérés dans le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

1.2.4.6 Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Il intègre le dossier de maintenance des lieux de travail.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai indiqué paragraphe concerné du CCAP suivant à partir de la remise par le maître de l'ouvrage, du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre.

En cas de réceptions partielles, le maître de l'ouvrage peut demander un DIUO partiel qui doit lui être remis dans un délai de 15 jours.

Au cours de l'année de parfait achèvement et dans le cadre du suivi des levées des réserves, le coordonnateur modifie et complète le DIUO.

1.2.4.7 Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Sans Objet

1.2.4.8 Accès aux chantiers

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder aux chantiers conformément à l'article R.4532-16 du Code du Travail.

1.2.4.9 Interférences avec les activités d'exploitation

Les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent toutes les mesures édictées par l'article R.4532-14 2° du Code du Travail.

1.2.4.10 Les visites sur chantier

Afin de s'assurer de la mise en application correcte des prescriptions, il est demandé au coordinateur SPS d'être fréquemment présent sur le chantier.

Le titulaire s'engage à effectuer sur chaque site :

- Une visite régulière au minimum d'une demi-journée par semaine, comprenant au minimum la participation à une réunion de chantier tous les 15 jours.
- Deux visites inopinées au minimum par mois (*en dehors des visites régulières*).

En situation d'urgence ou de condition exceptionnelle, n'ayant pas de caractère prévisible, le titulaire devra pouvoir intervenir sans délai sur le chantier à la demande du MOE ou du MOA.

Cette prestation forfaitaire comprend le déplacement et la présence sur site durant une demi-journée et les tâches de coordinateur à réaliser.

À l'issue de chaque visite, il remettra à la maîtrise d'ouvrage un compte-rendu daté et signé, auquel seront jointes des photos et tout autre élément utile appuyant ses constatations.

1.2.4.11 Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Le coordonnateur SPS s'assure, en concertation avec le maître d'œuvre et les entreprises, que chaque projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (*ou autres dispositifs*), et les circuits d'évacuation des déchets pendant la période de préparation de chantier.

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître de l'ouvrage sur tout document d'exécution.

2 CONTENU DE LA MISSION ET CONDITIONS D'EXECUTION

2.1 Contenu de la mission

- **GED : mission au démarrage des prestations, dont les attendus sont les suivants :**

Code	Désignation
GED	Mise en place d'une plateforme de gestion électronique des documents

- **C1 à C7 : mission en phase de conception, dont les attendus sont les suivants :**

Code	Désignation
C1	Assiste le Maître d'ouvrage à la mise au point du projet notamment en analysant les dossiers d'études remis au stade AVP
C2	Assiste le Maître d'ouvrage à la mise au point du projet notamment en analysant les dossiers d'études remis au stade PRO
C3	Assiste le Maître d'ouvrage à la mise au point du projet notamment en analysant les dossiers d'études remis au stade DCE
C4	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination (P.G.C) en matière de sécurité et de protection de la santé
C5	Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O)
C6	Ouverture du registre journal de coordination
C7	Assistance auprès du Maître d'ouvrage pour la transmission de la déclaration préalable ou tout autres documents auprès des organismes concernés (CARSAT, inspection du travail...)

- **R1 à R6 : mission en phase de réalisation et plus particulièrement la phase préalable au démarrage du chantier, dont les attendus sont les suivants :**

Code	Désignation
R1	Organisation de la coordination des activités à venir des différentes entreprises présentes sur le chantier en phase préparatoire
R2	Tenue à jour et adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R3	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
R4	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R5	Analyse du planning d'exécution des travaux mis au point par l'entreprise ou le groupement pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'ouvrage et ATMO
R6	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération

Cette phase s'étend sur toute la durée de l'opération, depuis l'ouverture du chantier jusqu'à la période précédant la livraison finale du projet.

- R7 à R11 : mission en phase de réalisation : **phase de suivi du chantier**, dont les attendus sont les suivants :

Code	Désignation
R7	Présence et intervention régulières sur le chantier, aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, en respectant les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une visite minimum d'une demi-journée par semaine (hors visite inopinée) ▪ La participation à une réunion de chantier minimum tous les 15 jours
R8	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante
R9	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier
R10	Présence et intervention inopinées sur le chantier, pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, à raison de une visite inopinée minimum tous les 15 jours
R11	Présence et intervention sur le chantier pour conditions exceptionnelles ou urgentes

Cette phase s'étend sur toute la durée de l'opération, depuis l'ouverture du chantier jusqu'à la période précédant la livraison finale du projet.

- R12 à R13 : mission en phase de réalisation : **Réception**, dont les attendus sont les suivants :

Code	Désignation
R12	Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien
R13	Fourniture du DIUO définitif

La phase de réception comprend la période précédant la livraison du projet jusqu'à la phase de levée des réserves, en tenant compte des réceptions partielles.

2.2 Conditions d'exécution

2.2.1 Intervenants

2.2.1.1 Maître d'Ouvrage :

Assurée par la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrages de VNF et représentée par :

L'unité Opérationnelle de Dijon qui assure la conduite d'opération ; à ce titre, la DIMOA/UO Dijon a la charge de la bonne exécution et de la qualité technique, administrative, financière et organisationnelle de l'opération. Elle assure notamment le pilotage de la maîtrise d'œuvre.

2.2.1.2 Maître d'œuvre

Le maître d'œuvre des opérations de reconstruction est **CNR** - 2 rue André Bonin - 69316 Lyon cedex 04

Il est chargé d'une mission complète, couvrant phases de conception et phases de réalisation pour l'opération de modernisation, incluant la régénération préalable des ouvrages des itinéraires Yonne 1 à Yonne 3 de l'Yonne navigable. Les études d'exécution sont à la charge des entreprises.

Les missions confiées au maître d'œuvre sont précisées dans le CCAP du présent marché.

2.2.1.3 Contrôle extérieur

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation. Outre le maître d'œuvre en cours de désignation, un **AMO pour contrôle extérieur** va prochainement être mandaté.

Les missions qui lui sont confiés s'étendent durant toute la phase de conception et consistent en un contrôle de la qualité des études AVP, PRO et DCE.

2.2.1.4 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier

La mission d'Ordonnancement, de Coordination et de Pilotage du Chantier (OPC) est assurée par le maître d'œuvre.

2.2.1.5 Autres intervenants

- **L'exploitant des barrages (UTI Nivernais Yonne)** est amené à travailler sur le site des barrages pour assurer la continuité de la navigation sur la rivière Yonne ainsi que la surveillance de l'ouvrage.

- **L'exploitant des écluses (UTI Nivernais Yonne)** est amené à travailler sur les sites des écluses pour assurer la continuité de la navigation sur la rivière Yonne.
- **Le service Exploitation Maintenance Environnement Hydraulique (SEMEH)** de la DT Centre-Bourgogne pour le suivi des aspects réglementaires
- **VNF siège** : il sera destinataire pour validation du dossier de projet du maître d'œuvre.
- **Le contrôleur extérieur** : en cours de désignation.

2.2.2 Autorité du coordonnateur SPS

Le présent contrat sera soumis aux dispositions du **CCAG - Prestations Intellectuelles 2021**.

Le coordonnateur intervient dans les conditions fixées par les articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

À compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le coordonnateur veille à la mise en oeuvre des principes de prévention et à prendre toutes les dispositions nécessaires dans le cadre de sa mission. Il interviendra, en tant que de besoin, auprès des intervenants pour la mise en application de ces dispositions.

Il est rappelé, d'après l'article L 4532-6 du Code du travail, que son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des intervenants sur les chantiers, en application d'autres dispositions dudit code.

Le coordonnateur dispose d'une compétence définie au sens de l'article R 4532-17 à 19 du Code du Travail. Il informe le maître d'ouvrage des mesures prises ainsi que des difficultés rencontrées et des litiges pour lesquels aucune solution n'a été trouvée afin que celui-ci puisse prendre, s'il y a lieu, les mesures nécessaires, notamment en cas découverte de travaux présentant des risques particuliers relevant de la liste fixée par arrêté.

Il ne dispose d'aucune délégation de pouvoir du maître d'ouvrage, ni d'aucun intervenant sur les chantiers.

Le coordonnateur n'est pas un constructeur au sens de l'article 1792-1 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée de la mission, la même personne physique comme coordonnateur SPS. Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci (*congé, maladie...*), qui n'est pas du fait du titulaire. Il s'engage à présenter à l'agrément du maître d'ouvrage, le suppléant qui sera amené à intervenir en cas d'empêchement dans des délais raisonnables avec le déroulement de la mission.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que les manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.) le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités au paragraphe 2.2.1 du présent CCTP est soumis au maître de l'ouvrage.

2.2.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS

2.2.3.1 Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- Aux chantiers en respectant les principes de sécurité
- Aux bureaux des chantiers et aux matériels mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

2.2.3.2 Obligations du maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage communique au titulaire :

- les noms et coordonnées des chefs d'établissement, lorsque les travaux portent sur des ouvrages en exploitation ou lorsqu'il existe des activités extérieures d'exploitation à proximité du chantier ;
- au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 2.2.1 du présent CCTP ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Ils tiennent à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisé à accéder aux chantiers ;
- tous les documents nécessaires à l'établissement des dossiers d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;

Le maître de l'ouvrage l'informe des réunions qu'il organise auxquelles le coordonnateur est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

2.2.3.3 Dispositions prises par le maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs à l'élément projet (AVP et PRO).
- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître de l'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'OPC auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions.
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.

Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents

intervenants concernés (*entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.*) et en particulier :

- les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- par l'entreprise, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).



Voies navigables de France DTCB
Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA)
Unité Opérationnelle de Dijon
1, Chemin Jacques de Baerze
CS 36229
21062 DIJON Cedex

VNF.fr

